



Consultation publique de la Commission de Régulation de l'énergie
du 19 octobre 2017 n° 2017-014 relative à la mise à jour du tarif d'utilisation des réseaux
de transport de gaz de GRTgaz et TIGF au 1^{er} Avril 2018

Eni remercie la CRE pour l'opportunité qui lui est donnée de contribuer à cette consultation publique portant sur la mise à jour des prochains tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz de GRTgaz et de TIGF.

Question 1 : Avez-vous des remarques à formuler sur les évolutions prévisionnelles retenues par GRTgaz et TIGF dans leur demande tarifaire et sur les ajustements envisagés par la CRE ?

Eni partage l'analyse de la CRE en ce qui concerne les hypothèses des GRT. Elles sont conservatrices au regard des éléments actuels relatifs au prochain cadre ATS.

La CRE et les opérateurs de stockage ont clairement annoncé que l'objectif des enchères de capacités de stockage à venir est de maximiser les souscriptions. Dans ce contexte, il n'est pas cohérent d'utiliser comme hypothèse une baisse des souscriptions aux PITS par rapport à 2017.

Par ailleurs, l'année 2018 ne devrait pas être très différente de l'année 2017, d'autant plus que la fusion des zones ne sera implémentée qu'en fin d'année 2018, et que les coûts des mécanismes contractuels associés sont difficiles à anticiper à ce stade.

De plus, le CRCP, notamment celui de GRTgaz, est déjà relativement important. Il conviendrait que la CRE soit vigilante afin de ne pas augmenter ce poste.

Enfin, dans la mesure où la trajectoire prévisionnelle annoncée par la CRE est un élément de visibilité important, intégré par les fournisseurs dans leurs offres notamment, il est indispensable de ne s'écarter de cette celle-ci qu'en cas d'évolution significative et certaine des hypothèses qui étaient prises en compte en 2016.

Question 2 : Etes-vous favorable au maintien, jusqu'au 1^{er} avril 2019, de deux PITS Nord-Atlantique et Sud-atlantique distincts ?

Eni est favorable au maintien de ces 2 PITS pour la première année de la fusion des zones seulement.

En effet, eni considère que les opérateurs de stockage et de transport doivent travailler à la mise en place d'un PITS unique par zone d'équilibrage à partir du 1^{er} avril 2019.

En effet, cette évolution serait de nature à apporter des gains à l'ensemble des acteurs :

- Pour GRTgaz : il pourra choisir en coordination avec Storengy le meilleur endroit pour stocker le gaz compte tenu des contraintes du réseau ;
- Pour Storengy : une meilleure attractivité de son offre commerciale. En effet, avec la création de la TRF, le PITS unique de TIGF permettra aux expéditeurs de bénéficier d'un accès simple à toutes les offres commerciales de TIGF sur le territoire. Afin de conserver sa compétitivité, Storengy devra suivre cette voie, comme cela a été le cas pour la nomination unique aux PITS ;
- Pour les expéditeurs : une simplification du cadre contractuel. Bien qu'un PITS unique puisse réduire la participation aux spread localisés, il constitue un réel bénéfice pour les expéditeurs qui n'ont plus de contrainte sur la localisation de leurs stocks de gaz ;
- Pour les consommateurs : le PITS unique permettra de réduire l'apparition des congestions de réseaux et de limiter les coûts des mécanismes contractuels associés.

Question 3 : Etes-vous favorable à ne pas corriger le niveau des termes aux PITS au 1^{er} avril 2018, d'une éventuelle perte de valeur des stockages du sud de la France liée à la création de la zone de marché unique compensé par un report de cette valeur sur d'autres termes tarifaires ?

Les craintes soulevées par TIGF sont pertinentes. Si le différentiel de coût de remplissage des stockages entre le Sud et le Nord du territoire n'est pas pris en compte, les stockages rattachés à la place de marché TRS pourraient être moins attractifs que ceux rattachés au PEG Nord.

Nous partageons l'analyse de la CRE sur le fait qu'il ne faut pas distordre le tarif de transport pour traiter ce risque.

Par ailleurs, la proposition des fournisseurs pour les enchères de stockage est de définir un prix de réserve basé sur le spread été-hiver avec une déduction des coûts des expéditeurs liés au remplissage/soutirage des stockages (tarifs aux PITS, coûts variables d'injection/soutirage et coût financiers notamment de l'immobilisation du gaz). Dans ce contexte, les solutions de modification des tarifs aux PITS ne sont pas pertinentes.

Cette problématique doit être traitée dans le cadre de la définition du prix de réserve pour les enchères de stockage. Dans ces conditions, à titre exceptionnel pour les enchères 2018, il serait pertinent de définir un prix de réserve différent pour les stockages du Nord et ceux du Sud, dans la mesure où le spread été-hiver sera différent pour le PEG Nord et la TRS. Quelle que soit la solution envisagée, il est de fondamentale que le prix de réserve reflète la dynamique réelle de chacun de ces marchés au moment des enchères. En l'absence de cotations fiables sur les produits à terme sur la place de marché TRS, il est important de

poursuivre les analyses afin de définir la solution la plus pertinente pour refléter de manière simple et efficace la dynamique de ce marché.

Une voie possible, qu'il sera nécessaire d'approfondir et de confronter, le cas échéant, avec d'autres alternatives, serait de déduire du prix de réserve pour les stockages du sud le prix d'adjudication des capacités à la liaison Nord/Sud lors des enchères Prisma pour les produits trimestriels correspondant à l'été 2018 (soit Q3 et Q4 compte tenu du calendrier Prisma octobre à octobre). L'enchère pour le produit Q3 aura lieu le 5/02/2018 ce qui permettra de disposer de l'information en amont des enchères stockage. En revanche pour le produit Q4, l'enchère sera trop tardive (7/05/2018). Dans ce cas, compte tenu de la dynamique des prix en zone TRS pendant l'été, nous proposons d'appliquer un coefficient majorant de 20% au résultat de l'enchère Q3.

Question 4 : Etes-vous favorable, comme la CRE, à ne pas inciter financièrement les GRT sur la disponibilité des infrastructures à ce stade?

Eni considère que les GRT doivent faire leurs meilleurs efforts afin de respecter les plannings travaux et la disponibilité des infrastructures pour les expéditeurs.

Avec la mise en œuvre de la TRF, les petites maintenances pourraient être traitées par des mécanismes de spread localisés. Dans ces conditions, et afin que ce cout, couvert par l'ATRTR, soit raisonnable et optimisé, il conviendra que la CRE et les GRT fassent un REX avec les expéditeurs dans le cadre de la Concertation Gaz afin d'envisager, le cas échéant, la mise en place d'une incitation financière pour l'évolution tarifaire du 1^{er} avril 2019.

Question 5 : Etes-vous favorable, comme la CRE, à la proposition des GRT concernant l'évolution des modalités de reversement des excédents d'enchères ?

Les enchères à la liaison Nord/Sud représentent 90% des premiums d'enchères générés.

Avec la fusion des places de marché, ces montants devraient considérablement baisser. Eni est donc favorable à cette proposition des GRT.

Néanmoins, si des premiums d'enchères venaient à apparaître sur d'autres PIR en France, il conviendrait que la CRE puisse rapidement ajuster ce mécanisme.

Enfin, eni constate que lorsqu'il s'agit des couts des opérateurs de réseaux, ces derniers demandent systématiquement une couverture par anticipation ou à minima au fil de l'eau. En revanche, lorsqu'il s'agit de redistribuer des sur-revenus, les GRT proposent toujours un reversement à posteriori !

Question 6 : Etes-vous favorable aux principes de tarification envisagés par la CRE pour le terme d'entrée à Oltingue?

Eni y est favorable.

Question 7 : Etes-vous favorable, comme la CRE, à la proposition de GRTgaz de permettre à un expéditeur de décaler un bandeau de souscription sur les PITTM ?

Eni n'est pas opposé à une telle proposition tant que cette pratique ne devient pas usuelle.

Par ailleurs, cette flexibilité ne doit pas devenir un élément de nature à optimiser les déchargements au détriment des services et souscriptions faites pour l'usage initialement prévu par ces expéditeurs.

Question 8 : Etes-vous, comme la CRE, défavorable à l'introduction d'une « réfaction transport » pour le raccordement d'installations de biométhane ?

Comme la CRE, eni considère que la multiplicité, actuelle et à venir, des projets d'injection de biométhane nécessite un encadrement quant aux coûts générés par ces projets aux différentes étapes de leur mise en œuvre.

Les tarifs ATRT et/ou ATRD ne doivent pas devenir une « assurance tous risques » pour l'ensemble des projets, avec pour effet pervers possible la mise en service d'installations coûteuses, non optimisées. Une telle dérive conduirait à financer par l'ensemble des consommateurs des projets non pertinents sur le plan économique qui conduiraient à des hausses tarifaires alors que les tarifs réseaux subissent déjà des augmentations significatives pour plusieurs raisons (fusion Nord/Sud, la possible refonte du système aval, baisse des consommations, etc.).